

## TERMES DE REFERENCE

### Mission n°23SANIC888

#### I. Informations générales

Intitulé de la mission	Recrutement d'un cabinet pour appuyer la revue et l'actualisation du Plan Stratégique National (PSN) de la DNELM 2022-2026 et son extension à 2030			
Composante(s)	RSS			
Thématique(s)	Continuum Prévention et Soins			
Identité du / des Bénéficiaire(s)	Direction nationale de l'épidémiologie et de la lutte contre la Maladies (DNELM)			
Pays d'intervention	Guinée-Conakry			
Subventions FM concernées	Montant de la subvention	Période de la subvention	Note de performance	Date de la note de performance
GIN-H-MOH	44 683 768	Du 1-Jan-24 au 31-Dec-26	B2	Du 1-Jan-24 au 31-Dec-24
GIN-M-CRS	81 506 179	Du 1-Jan-24 au 31-Dec-26	B1	Du 1-Jan-24 au 31-Dec-24
GIN-C-PLAN	18 989 027	Du 1-Jan-24 au 31-Dec-26	A2	Du 1-Jan-24 au 31-Dec-24
Nombre jours (estimation maximum) – 65 jours	35 jours pour le consultant national programmatique lead 18 jours pour le consultant national Suivi évaluation 10 jours pour le consultant national budget			
Date estimée de remise des livrables	Mars 2026			
Contact Expertise France	Prénom NOM	Coordonnées		
	Jessica NARDONE	Jessica.nardone@expertisefrance.fr		

#### II. Justification de la mission

La République de Guinée fait face à un contexte sanitaire complexe et évolutif, marqué par des défis persistants en matière de surveillance épidémiologique et de lutte contre la maladie. Les données épidémiologiques soulignent une prévalence du VIH-SIDA de 1,5% (EDS 2018), une incidence élevée de la tuberculose (175 pour 100 000 habitants en 2023 selon l'OMS), et une prévalence du paludisme de 17% chez les enfants de 6 à 59 mois en 2021. (Rapport enquête sur les indicateurs du paludisme et l'anémie). À cela s'ajoute les Maladies Tropicales Négligées qui posent un problème majeur de santé publique dans pays et le fardeau croissant des maladies non transmissibles (MNT) qui représentent une charge significative en termes de prévention et de prise en charge. Selon une enquête réalisée en 2018 par le MSHP et l'OMS, 13% des activités hospitalières (consultation, hospitalisation et références) sont liées aux MNT. L'épidémie d'Ebola a considérablement aggravé cette situation, impactant négativement le système de santé guinéen. Bâtir un système de santé résilient et pérenne devient ainsi

une priorité haute du gouvernement pour améliorer la performance des programmes de santé et tendre vers la couverture sanitaire universelle. Dans cette optique, une réforme du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) a été engagée. Cette réforme a abouti à la promulgation du décret D/2022/059/PRG/SGG du 26 janvier 2022, réorganisant le MSHP avec sept (07) directions centrales, dont la Direction Nationale de l'Épidémiologie et de la Lutte contre la Maladie (DNELM). Crée en 2022, la DNELM a pour mandat la conception, la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière d'épidémiologie et de lutte contre la maladie et le pilotage des douze (12) programmes rattachés. C'est dans ce contexte marqué par des réformes du système sanitaire national, que la Direction Nationale de l'Épidémiologie et de la Lutte contre la Maladie (DNELM) a élaboré le plan stratégique national 2022-2026. Ce plan stratégique est aligné sur la Politique Nationale de Santé (PNS) et sur le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) ; son but est de réduire la mortalité et la morbidité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et de renforcer la surveillance épidémiologique.

Après quatre (4) ans de mise œuvre marquées par un faible taux d'exécution des activités lié à l'insuffisance du financement, la DNELM envisage la revue et l'actualisation du PSN afin de se conformer aux orientations du PNDS 2026-2034 et aux directives de l'Organisation mondiale de la santé.

Cette revue vise à optimiser les performances de la Direction en ajustant les orientations stratégiques et les cibles à atteindre pour réduire de manière significative la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles et non transmissibles.

Les résultats de la revue serviront à actualiser le PSN et le PSE 2022-2026 et à procéder à leur extension en 2030. Ces documents font partie des outils de référence pour l'élaboration des demandes de financement dans le cadre du huitième cycle de la subvention du Fonds Mondial (GC8).

La revue et l'actualisation du PSN de la DNELM seront soutenues par Expertise France/ L'Initiative à travers la mise à disposition d'une équipe technique pour la réalisation de cette activité (recrutement consultant externe et appui de l'équipe du DATP). . Cette assistance du DATP/EF est alignée sur l'Axe 1 de son plan de travail portant sur la gouvernance et le leadership et dont le résultat attendu est le suivant : Le DATP contribue à l'élaboration/révision des documents stratégiques, normatifs et outils de pilotage des programmes nationaux de santé.

Les présents TDR donnent les principales articulations du processus de la revue du PSN 2022-2026 et de l'élaboration du PSN et du PSE 2026-2030.

### III. Objectif(s) et résultats attendus

#### 1) Objectifs généraux de la mission

- Effectuer la revue du plan stratégique national 2022 -2026 de la DNELM,
- Actualiser le PSN la DNELM sur la période 2026-2030 ainsi que ses annexes (plan de suivi évaluation, budget)

#### 2) Objectifs spécifiques

- Mesurer les progrès réalisés et les résultats obtenus au cours des quatre premières années, en comparant les performances aux objectifs initiaux ;
- Identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces (analyse SWOT) liées à la mise en œuvre des interventions prioritaires du PSN de la DNELM ;

- Evaluer les aspects structurels, organisationnels et fonctionnels de la DNELM en vue d'une éventuelle réorientation stratégique pour améliorer la gouvernance et la coordination de la direction ;
- Formuler des recommandations stratégiques pour ajuster les orientations du PSN, renforcer les interventions efficaces et corriger les insuffisances identifiées ;
- Mettre à jour le PSN 2022–2026, en s'assurant de son alignement avec le PNDS, en intégrant les enseignements tirés de la revue, les nouvelles priorités et les ajustements nécessaires pour maximiser l'impact des interventions jusqu'à 2030;
- Budgétiser le PSN 2026 – 2030 réactualisé.
- Elaborer le plan de suivi évaluation 2026-2030 ;
- Faire valider le nouveau PSN de la DNELM et ses annexes

### 3) Résultats attendus

- La revue du PSN 2022-2026 de la DNELM est effectuée avec la participation active des équipes de la DNELM et le rapport est disponible ;
- Le PSN 2026-2030 et ses annexes (plan de suivi-évaluation et budget) sont élaborés et validés.

#### Intégration du genre

En cohérence avec la Stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe (2025-2030), L'Initiative demande aux expert.e.s d'intégrer une approche genre dans la réalisation de leur mission. Un webinaire est à la disposition de ces dernier.e.s pour les aider à identifier les enjeux spécifiques à la mission et définir des objectifs visant l'intégration du genre (<https://linitiative.expertisefrance.fr/thematiques-transversales/genre-et-dssr/>)

Les enjeux de genre devront apparaître dans la méthodologie proposée pour atteindre les objectifs de la mission (ex. analyse des données désagrégées) et dans les différentes techniques d'animation lors des ateliers ou réunions, le cas échéant, afin d'assurer une participation équitable des hommes et des femmes.

Dans le cadre de l'élaboration de ce plan, il est attendu que l'équipe de consultant et d'expert puissent analyser a minima les données disponibles de manière différenciée (femmes/hommes – y compris au sein des populations clés) en termes de prévalence, incidence, accès aux soins, efficacité des traitements etc – en fonction de ce qui aura été produit lors de l'évaluation/revue. Le cas échéant, si aucune différence notable n'est constatée ou si les données ne sont pas disponibles, il est attendu que cela soit mentionné clairement dans les livrables concernés et que cela fasse l'objet d'une recommandation claire en vue d'une intégration future ou d'une correction.

Si possible et en fonction des données disponibles, une analyse qualitative devra également être conduite quant à la manière dont le plan stratégique peut intégrer ou non les sujets d'égalité entre femmes et hommes dans la lutte contre la maladie (accès au dépistage et aux soins, accès aux moyens de prévention, intégration des besoins spécifiques dans les activités de sensibilisation, dans les soins/la formation des soignants ...).

Ces éléments devront aussi apparaître clairement dans le rapport de fin de mission remis à Expertise France (en mentionnant les difficultés rencontrées le cas échéant).

## IV. Description de la mission

### 1) Grandes étapes et activités de la mission

Dans le cadre de la revue du Plan Stratégique National de la DNELM, l'équipe d'expert.e.s aura pour mission d'accompagner un processus participatif et dynamique, impliquant l'ensemble des acteurs engagés dans la lutte contre la maladie. Cela inclut les équipes de la DNELM, les programmes rattachés, les autres directions du MSHP et les partenaires techniques et financiers. Tous ces acteurs vont contribuer à la réalisation des principales étapes de la revue et de l'actualisation du Plan stratégique national et du Plan de suivi évaluation de la DNELM.

Avant le lancement de la mission, la DNELM sera en charge de mettre en place un comité technique qui sera impliqué sur toute la durée de la mission et contribuera à l'atteinte des résultats.

#### *Etape 1 : Préparation et planification (4 jours)*

- Réunion de cadrage sur les objectifs et la méthodologie de la revue / adaptation d'une note de cadrage suite à cette réunion
- Elaboration et adoption du chronogramme
- Revue et adaptation des outils de collecte des données et du protocole

#### *Etape 2 : Revue interne et externe de la DNELM (18 jours)*

- Analyse de la performance de la DNELM et de la situation globale de la lutte contre la maladie en relation avec les divisions de la DNELM, les programmes rattachés et les partenaires (ateliers, revue de la documentation, entretien avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre programmatique et le financement des interventions de lutte contre la maladie **(6 jours)**)
- Elaboration du draft 0 de la revue par le consultant **(10 jours)**
- Conduite et animation de l'atelier de validation du rapport de la revue **(1 jour)**
- Finalisation du rapport de la revue et élaboration de l'aide-mémoire de revue par le Consultant **(2 jours)**

#### *Etape 3 : Actualisation PSN et du PSE 2026-2030 (18 jours)*

- Proposition par les consultants d'un Draft 0 de PSN intégrant entre autres les recommandations de la revue avec un cadre stratégique et un cadre de performance réactualisés, un budget et un plan de suivi évaluation élaborés et une description claire des interventions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs **(10 jours)**
- Organisation à Conakry d'un premier atelier d'enrichissement des draft 0 du PSN et du PSE réactualisés et étendus à 2030 **(2jours)**
- Elaboration du Draft 1 du PSN intégrant les recommandations de l'atelier d'enrichissement **(2Jours)**
- Organisation à Conakry de l'atelier de restitution et de validation du PSN budgétisé et du PSE de la DNELM étendus à 2030 **(2jours)**
- Ajustement et validation des livrables finalisés par les consultants **(2 jours)**.

**Renforcement de capacités du/des bénéficiaires de la mission** : en vue de la pérennisation des résultats de la mission et de l'appropriation des livrables par la DNELM, l'équipe devra porter une attention particulière au renforcement de capacités tout au long de la mission. Les temps de formation et d'élaboration conjointe des livrables avec une autonomisation progressive du bénéficiaire sont encouragés. L'équipe devra proposer une approche méthodologique dans son offre technique qui sera discutée et validée avec Expertise France et la Direction Nationale de l'Epidémiologie et de la Lutte contre la Maladie.

## 2) Livrables attendus

Livrables attendus	Délai estimatif de remise du livrable
Note de cadrage, feuille de route de la mission/ Chronogramme détaillé de travail validé par le comité technique	5 jours à compter de la date de notification du contrat et de la réunion de cadrage
Rapport de la revue et évaluation finale du PSN de la DNELM validé par le comité technique	3 semaines après la notification du contrat
Un plan stratégique national 2026-2030 budgétisé validé ainsi que ces annexes	3 semaines après la validation du rapport de la Revue
Un rapport final remis par email à Expertise France qui inclut des comptes-rendus de l'ensemble des ateliers et réunions organisés	2 semaines après la validation du PSN et du Plan SE

Par ailleurs, un compte rendu devra être remis par email à Expertise France après chaque atelier et dans un délai de 72h. Ce compte-rendu, rédigé en français, sera diffusé à l'ensemble des partenaires de la mission après validation d'Expertise France.

La durée globale d'exécution des prestations, objet du contrat est de trois (3) mois.

## 3) Coordination et redevabilité

### 3.1. Coordination avec les partenaires techniques et financiers et l'Equipe France

La coordination globale de l'élaboration du PSN de la DNELM sera assurée par le Directeur National avec l'appui du DATP/EF. Un comité technique présidé par le Directeur National sera mis en place ; Ce comité sera composé des représentants de la DNELM, des Programmes rattachés, de l'OMS, du DATP, du Bureau Stratégie et Développement. Il sera chargé d'organiser les réunions de suivi pour faciliter la réalisation des principales étapes de la revue et de l'actualisation du PSN et PSE de la DNELM

### 3.2. Coordination assurée par Expertise France et le consultant

Expertise France assistera la DNELM dans la préparation et l'organisation des réunions de suivi et des ateliers. Il veillera au suivi régulier de la mise en œuvre des recommandations et au respect du chronogramme par le Consultant national et contribuera à la validation des livrables attendus.

Le consultant se rendra au Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France en début et en fin de mission pour une réunion d'échanges avec le SCAC (le Conseiller Régional de Coopération en Santé / l'Attaché de coopération / le COCAC) et le point focal du bureau de l'Agence Française de Développement (AFD) si jugé pertinent par Expertise France.

Afin de faciliter le suivi de la mission par Expertise France, la personne référente sera mise en copie de tous les échanges importants entre le Consultant, la DNELM et les partenaires impliqués dans la mission

### 3.3. Redevabilité de.s expert.e.s

Les experts rapporteront directement et régulièrement les avancées et difficultés rencontrées dans le cadre de la mission à l'expert programmatique du DAPT avec ampliation à l'expert Lead, à la Cheffe du projet et aux autres experts du DAPT /EF

Les livrables de la mission sont produits au bénéfice du DNELM. La dernière version des livrables est remise à Expertise France qui confirmera auprès de la DNELM la validation finale de ces derniers.

## V. Lieu, Durée et Modalités d'exécution

**1) Durée de réalisation de la mission : 3 mois maximum**

La DNELM et Expertise France, sur proposition d'une offre technique et financière valideront son calendrier de travail de l'équipe de consultants.

La mission se terminera par un débriefing avec la DNELM et l'Initiative suite à la validation des livrables par celui-ci.

**2) Organisation logistique et consignes de sécurité d'Expertise France**

Le Bénéficiaire de la mission, la DNELM, mettra à la disposition du consultant un local pour servir de bureau/salle de réunion avec une connexion internet.

Les consultants seront tenus de respecter scrupuleusement les consignes de sécurité indiquées par Expertise France. Il est notamment demandé pour chaque visite terrain :

- D'inscrire chaque déplacement sur le site Ariane – France Diplomatie : <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane/dyn/public/login.html> ;
- De consulter régulièrement la page internet « Conseils aux voyageurs de Ministère de L'Europe et des Affaires Etrangères » pour le pays de mission ;
- De télécharger l'application d'Expertise France (transmise après recrutement confirmé) dédiée au suivi sûreté des expert.e.s sur le terrain, d'y créer un compte et de l'utiliser lors de chaque visite terrain ;
- Tout déplacement en dehors de la ville de réalisation de la mission devra faire l'objet d'une demande transmise minimum 1 semaine avant la date prévue de déplacement à la personne de contact de la mission à Expertise France qui procèdera à sa validation formelle.

**VI. Expertise et profil demandés****1) Nombre et types d'experts : Un équipe rassemblant les compétences ci-dessous est demandée :****2) Profil d'expert (e)****Consultant national programmatique Lead****A. Qualifications et compétences :**

- Titulaire d'un diplôme universitaire de 3ème cycle : médecin en santé publique, épidémiologie, économie de la santé, ou équivalent ;
- Excellentes qualités /capacités :
  - ✓ de coordination d'équipes multidisciplinaires
  - ✓ de communication
  - ✓ de travail en équipe et relationnel
  - ✓ de transmission des savoirs, animation d'ateliers rassemblant des intervenants aux profils variés
  - ✓ d'analyse et résolution des problèmes
  - ✓ Excellente maîtrise du français (écrit / oral) ;
  - ✓ Compétences en genre et droits humains souhaitées : Etre formé à la prise en compte du genre et des droits humains.
  - ✓ Compétences en suivi evaluation

**B. Expérience professionnelle générale**

- Expérience d'au moins 10 ans dans le domaine de la planification stratégique en santé ;
- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la conception et le développement de stratégies et politiques de santé et dans le renforcement des systèmes de santé ;

- Expériences dans l'élaboration de plans stratégiques intégrés ;
- Expérience professionnelle dans la lutte contre le VIH/SIDA / Paludisme / Tuberculose est un atout
- Expérience(s) d'actions d'intégration du genre dans des missions et ou projets précédents.

**C. Expérience professionnelle spécifique**

- Expériences réussies dans la revue et l'élaboration des Plans stratégiques nationaux de santé
- Une expérience professionnelle dans le pays est nécessaire

**Consultant national suivi évaluation**

**A. Qualifications et compétences :**

- Titulaire un diplôme d'études supérieures en médecine/santé publique/épidémiologie/statistique ; ou une combinaison équivalente de qualifications et d'expérience universitaires/professionnelles
- Excellentes qualités /capacités :
  - ✓ de coordination d'équipes multidisciplinaires
  - ✓ de communication
  - ✓ de travail en équipe et relationnel
  - ✓ de transmission des savoirs, animation d'ateliers rassemblant des intervenants aux profils variés
  - ✓ d'analyse et résolution des problèmes
  - ✓ Excellente maîtrise du français (écrit / oral) ;
  - ✓ Compétences en genre et droits humains souhaitées : Etre formé à la prise en compte du genre et des droits humains.

**B. Expérience professionnelle générale**

- Expérience d'au moins 7 ans dans le domaine dans le domaine du Suivi Evaluation des programmes de santé
- Expérience professionnelle dans l'élaboration de cadres de performance et de plans de suivi evaluation
- Expérience dans l'accompagnement et le renforcement de compétences des acteurs nationaux
- Expérience(s) d'actions d'intégration du genre dans des missions et ou projets précédents.

**C. Expérience professionnelle spécifique**

- Expérience dans la revue et l'élaboration des Plans de suivi évaluation de santé
- Une expérience professionnelle dans le pays est nécessaire

**Consultant national Budget**

**A. Qualifications et compétences :**

Être titulaire d'un diplôme post universitaire (BAC+5 au minimum) en économie, économie de la santé, en statistique, planification/gestion ou tout autre domaine équivalent.

- Excellentes qualités /capacités :
  - ✓ de coordination d'équipes multidisciplinaires
  - ✓ de communication
  - ✓ de travail en équipe et relationnel
  - ✓ de transmission des savoirs, animation d'ateliers rassemblant des intervenants aux profils variés
  - ✓ d'analyse et résolution des problèmes
  - ✓ Excellente maîtrise du français (écrit / oral) ;

- ✓ Compétences en genre et droits humains souhaitées : Etre formé à la prise en compte du genre et des droits humains.
- ✓ Excellente maîtrise des outils informatiques, notamment excel

*B. Expérience professionnelle générale*

- Expérience d'au moins 5 ans dans la planification opérationnelle et la budgétisation ;
- Expérience professionnelle dans la lutte contre le VIH/SIDA / Paludisme / Tuberculose est un atout
- Expérience(s) d'actions d'intégration du genre dans des missions et ou projets précédents.

*C. Expérience professionnelle spécifique*

- Expériences dans la budgétisation des Plans stratégiques nationaux de santé
- Avoir déjà mené ou participé à la conduite d'activités similaires ;
- Une expérience professionnelle dans le pays est nécessaire

**VII. Offre technique et financière**

Le cabinet intéressé par la mission est invité.e à transmettre une offre complète composée de :

**1. Une offre technique (15 pages maximum) comprenant :**

- Les CV des consultant (e) s
- Une description du parcours et des expériences du consultant en lien avec les présents termes de référence ;
- Leur compréhension de la situation actuelle du pays en articulation avec les enjeux de la mission ;
- Une présentation de la méthodologie détaillée à partir des objectifs et activités décrits dans les présents termes de référence. Une attention particulière doit être portée sur le renforcement de capacités du bénéficiaire de la mission ;
- Un calendrier de travail détaillé (activités, dates, lieu, nombre de jours) à partir des grandes étapes précisées dans les présents termes de référence.

**2. Une offre financière en Euros.**

- Autre(s) prestation(s)

**VIII. Critères de jugements des offres**

<b>Critère technique</b>	<b>60 points</b>
Sous-critère 1 : méthodologie	20 points
Sous-critère 2 : Moyens humains (profils proposés)	40 points
Critère Prix	40 points
Total	100 points